

-
- **Birmanie: le parti d'Aung San Suu Kyi dépose le dossier de sa légalisation**
 - **Birmanie : le généralissime Than Shwe à la retraite**
-

Birmanie: le parti d'Aung San Suu Kyi dépose le dossier de sa légalisation

AFP - 25/11/11

La Ligue nationale pour la démocratie (LND) de l'opposante birmane Aung San Suu Kyi, dissoute il y a un an et demi par la junte, a déposé vendredi son dossier d'enregistrement qui va lui permettre de redevenir un parti politique à part entière. Six cadres de la LND ont déposé leur dossier à la Commission électorale, dans la capitale Naypyidaw, enregistrant les noms de 21 co-fondateurs dont celui de la lauréate du prix Nobel de la paix. "Nous sommes très contents parce que c'est la première étape", a expliqué à l'AFP le porte-parole du parti, Nyan Win. "Pour la prochaine étape, Aung San Suu Kyi devra se présenter elle-même devant la Commission électorale".

Le parti, qui a abandonné son symbole traditionnel - un chapeau en bambou - n'a pas encore tranché sur son nouveau logo. La LND avait décidé il y a une semaine de revenir dans la légalité et de présenter des candidats dans 48 élections partielles attendues dans les mois à venir. Le parti avec lequel l'opposante a fait toute sa carrière politique avait été dissous par la junte alors au pouvoir en mai 2010, suite à son annonce du boycott du scrutin de novembre suivant. Depuis, les militaires ont mis en place à un régime dit "civil", certes toujours sous leur contrôle, mais à la tête duquel le président Thein Sein a multiplié les réformes, espérant sortir de l'isolement international qui épuise le pays. La semaine dernière, la dissidente, véritable icône de la lutte pour la démocratie dans son pays et dans le monde, a appelé ses camarades à disputer les sièges dans "toutes les circonscriptions".

Son entourage a indiqué qu'elle avait "l'intention" de se présenter elle-même, pour la première fois, à un poste de député. Mais elle n'a pas formellement confirmé. Suu Kyi s'était lancée en politique en 1988 lors d'un discours prononcé à Rangoun, avant de fonder la LND. Mais elle n'a jamais été candidate dans une élection. Elle était déjà en résidence surveillée en 1990, lorsque le parti avait remporté haut-la-main le scrutin sans jamais être autorisé à exercer le pouvoir. Et elle était toujours privée de liberté lors des élections de l'an passé, qu'elle et ses compagnons de route avaient boycottées. Le rythme des réformes se poursuit dans le pays à un rythme inégalé. La secrétaire d'Etat Hillary Clinton est attendue en Birmanie en milieu de semaine prochaine, pour la première visite d'un chef de la diplomatie américaine en 50 ans. Une rencontre avec Suu Kyi est prévue en fin de séjour.

Birmanie : le généralissime Than Shwe à la retraite

Le Monde - 25/11/11

Le président désigné par le Parlement birman formera son gouvernement. Le rôle que s'est réservé [Than Shwe](#), au pouvoir depuis 1992, dans cette nouvelle formule reste inconnu. C'est la première fois qu'un dirigeant de Naypyidaw confirme publiquement la retraite de Than Shwe. Selon le président de la chambre basse du Parlement, [Shwe Mann](#), l'homme qui a dirigé la Birmanie d'une main de fer pendant près de vingt ans est "*vraiment à la retraite*" et n'est "*pas du tout impliqué*" dans la politique du nouveau gouvernement.

La retraite du généralissime avait été annoncée début avril, juste après le transfert des pouvoirs de la junte à un gouvernement dit "civil", mais les observateurs se demandaient depuis des mois si Than Shwe continuait à [avoir](#) un rôle en coulisse ou non, alors que le gouvernement s'est engagé sur la voie de réformes spectaculaires.

Jusqu'à présent, l'évocation du nom de Than Shwe ne suscitait que sourires nerveux et vagues références à sa retraite officielle. Depuis mars, le [nouveau](#) gouvernement, bien que toujours contrôlé par les militaires, a multiplié les gestes d'ouverture à un rythme effréné, encourageant notamment le retour au cœur du jeu politique de l'opposante [Aung San Suu Kyi](#), libérée de résidence surveillée en novembre 2010. "*C'est vrai que les changements politiques ont été plus rapides que nous ne le pensions*", a commenté Shwe Mann, ancien [officier](#) supérieur de l'armée. "*Je pense qu'il y aura plus de changements et de développements dans la politique à l'avenir*".

Than Shwe avait maintenu la Birmanie sous le régime de la terreur à [partir](#) de 1992, étouffant l'aspiration démocratique incarnée par sa pire ennemie, Aung San Suu Kyi. Décrit par ses détracteurs comme fruste, paranoïaque et sous influence de l'astrologie, il avait aussi purgé le régime de nombre de ses ennemis putatifs et empêché l'émergence d'un nouvel homme fort.

- Birmanie: Aung San Suu Kyi, le retour

- Birmanie: Ban Ki-moon appelle à plus de réformes et annonce une visite

Birmanie: Aung San Suu Kyi, le retour

Agora - 18/11/11

La Ligue nationale pour la démocratie, principal parti d'opposition dirigé par la célèbre dissidente birmane, Aung San Suu Kyi, a décidé, ce vendredi 18 novembre, de réintégrer l'échiquier politique du pays, et participera aux prochaines élections partielles. Une décision saluée par le président américain, Barack Obama, et qui, il ne fait aucun doute, viendra accélérer le processus de normalisation, en cours depuis bientôt un an, en Birmanie.

Après vingt ans passés à militer pour la reconnaissance de sa victoire aux élections de 1990, la Ligue nationale pour la démocratie, principal parti d'opposition dirigé par la célèbre dissidente birmane, Aung San Suu Kyi, change de tactique. Désormais, elle participera au débat politique en Birmanie. Un retour sur la scène politique qui commencera notamment avec sa participation, annoncée, aux prochaines élections partielles. Selon certains observateurs, ce retour dans l'échiquier politique serait motivé par l'avènement, l'année dernière, d'un gouvernement civil, dont le parti d'Aung San Suu Kyi reconnaît la légitimité. Un gouvernement, d'ailleurs, sous haute surveillance militaire.

Par ailleurs, il ne fait aucun doute que ce retour officiel, dans le champs politique, de la charismatique Aung San Suu Kyi aura un impact rénovateur sur le paysage politique du pays. D'autant plus que l'opposante birmane ne manquera pas de mobiliser, derrière elle, les populations, dans sa lutte pour la démocratie. Aussi, se pose-t-on, d'ores et déjà, la question de savoir jusqu'où l'actuel gouvernement civil pourra tolérer ces voix dissidentes.

En tout cas, cette décision est saluée par le président américain, Barack Obama, qui, depuis le sommet de l'Asean à Bali, a annoncé que la secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, effectuerait une visite dans le pays au mois de décembre. Une visite que l'on pourrait qualifier d'historique, dès lors qu'aucun diplomate américain n'avait foulé le sol birman, depuis cinquante ans. Obama envisage même une levée totale des sanctions qui frappent le pays ; mais, nous apprend-il, il faudrait, au préalable, que les 600 à 1000 prisonniers politiques, en détention dans les geôles birmanes, soient tous libérés.

Birmanie: Ban Ki-moon appelle à plus de réformes et annonce une visite

Liberation - 18/11/11

Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a annoncé samedi, en marge d'un sommet asiatique en Indonésie, qu'il se rendrait "le plus tôt possible" en Birmanie, exhortant le pays à davantage de réformes, "sans attendre". Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a annoncé samedi, en marge d'un sommet asiatique en Indonésie, qu'il se rendrait "le plus tôt possible" en Birmanie, exhortant le pays à davantage de réformes, "sans attendre". Le président birman Thein Sein "m'a invité et j'ai accepté son invitation", a déclaré M. Ban lors d'une conférence de presse, précisant qu'il se rendrait dans le pays "le plus tôt possible".

L'annonce de cette visite intervient peu après la décision du président américain Barack Obama de dépêcher dans le pays sa secrétaire d'Etat, Hillary Clinton, les 1er et 2 décembre. Ces déplacements consacreront le retour sur la scène internationale de la Birmanie, il y a peu encore reléguée au ban des nations pour ses violations répétées des droits de l'homme. Le pays a lancé depuis un an un important processus d'ouverture. Il a organisé des élections, libéré le prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi et mis en place un régime dit "civil", même s'il reste contrôlé par l'armée. Mais des organisations des droits de l'Homme estiment le processus encore fragile, appelant notamment à la libération de tous les prisonniers politiques, qui seraient encore au nombre de 600, selon l'opposition.

Commentant un entretien avec Thein Sein samedi, le numéro un de l'ONU a précisé qu'il l'avait "exhorté à ne pas attendre 2014", année où la Birmanie prendra la présidence de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (Asean) pour "réaliser toutes les réformes politiques". "Les Nations unies accueillent favorablement... les développements survenus récemment sous la gestion du président Thein Sein", a dit M. Ban. Se félicitant de la décision de l'Asean d'octroyer sa présidence à la Birmanie, il a cependant appelé à la poursuite des réformes, dont la "promotion de la réconciliation nationale et la création de conditions socio-économiques favorables afin que les investissements étrangers puissent affluer".

Le numéro un de l'ONU a dit avoir appelé Thein Sein à "satisfaire les attentes énormes de la communauté internationale" que la perspective d'une présidence birmane a suscitées. Le chef de cabinet du secrétaire général des Nations unies, Vijay Nambiar, qui s'est rendu en Birmanie début novembre, a précisé que la date de la visite de Ban Ki-moon n'avait pas encore été fixée. Interrogé sur l'hypothèse que le processus d'ouverture en cours en Birmanie puisse pousser les Etats-Unis et l'Union européenne à lever les sanctions qu'ils continuent à imposer au pays, Vijay Nambiar a répondu que la décision revenait aux "pays concernés". Mais il a ajouté: "je pense qu'il y a actuellement un mouvement visant à envisager de revoir ces questions". "Je pense qu'il est important que les habitants, le bien-être des habitants et les conditions économiques s'améliorent. Tout doit être fait afin d'atteindre cet objectif", a-t-il ajouté.

- Birmanie: "probable" retour de Mme Suu Kyi sur la scène politique officielle
- Maltraitance sur des prisonniers politiques malgré quelques signes d'ouverture

Birmanie: "probable" retour de Mme Suu Kyi sur la scène politique officielle

Le Figaro – 12 Novembre.2011

L'opposante birmane Aung San Suu Kyi, marginalisée par des années de résidence surveillée et le boycott par son parti du scrutin de 2010, va "probablement" revenir sur la scène politique officielle en participant aux prochaines élections partielles, selon un porte-parole.

L'opposante birmane Aung San Suu Kyi, marginalisée par des années de résidence surveillée et le boycott par son parti du scrutin de 2010, va "probablement" revenir sur la scène politique officielle en participant aux prochaines élections partielles, selon un porte-parole. La Ligue nationale pour la démocratie (LND) dissoute par la junte "va probablement se réenregistrer et Mme Suu Kyi va aussi probablement participer aux prochaines élections partielles", a déclaré samedi à l'AFP Nyan Win, un porte-parole du parti.

La LND avait été dissoute en mai 2010 après avoir annoncé son boycott des élections du mois de novembre suivant. Selon les lois alors en vigueur, sa participation l'aurait forcée à expulser tous ses membres emprisonnés, dont Mme Suu Kyi, qui n'a été libérée de résidence surveillée qu'une semaine après le scrutin. Le comité central du parti doit de se réunir le 18 novembre à Rangoun pour décider ou non de se réenregistrer. Et selon des hauts responsables de la LND, il devrait se prononcer pour.

Ce retour de la LND au coeur de l'échiquier national a été rendu possible par une récente modification de la loi sur les partis politiques. Elle autorise les personnes emprisonnées à être membre d'un parti. Et permet les critiques de la Constitution de 2008, adoptée quelques jours à peine après le passage du cyclone Nargis (138.000 morts) et que la LND continue de contester. Les élections partielles, dont la date n'a pas encore été annoncée, doivent permettre de pourvoir plus de 40 sièges des deux chambres du parlement. Selon des sources au sein de son parti, la lauréate du prix Nobel de la paix, 66 ans, pourrait se présenter dans une circonscription de la banlieue de Rangoun; La LND avait remporté les élections de 1990 sans jamais être autorisée à gouverner. Les élections de novembre 2010, les premières en vingt ans, avaient été dénoncées comme une "mascarade" par l'Occident.

Le parti spécialement créé par la junte alors au pouvoir avait remporté une victoire écrasante, après des soupçons de fraude et une campagne décriée dont était exclue Mme Suu Kyi, libérée une semaine plus tard de sept années de résidence surveillée. Mais depuis, un nouveau régime est né, procédant à des réformes politiques jusqu'à surprendre beaucoup de ses détracteurs. En mars, le généralissime Than Shwe a pris sa retraite et la junte s'est autodissoute, transmettant son pouvoir à un gouvernement dit "civil". Toujours sous contrôle des militaires, ce nouveau régime a multiplié les gestes d'ouverture, suspendant notamment un projet de barrage controversé et libérant environ 200 prisonniers politiques.

Mais l'Occident réclame toujours la libération de tous les prisonniers politiques, ainsi que la fin des violations des droits de l'Homme, en particulier contre les minorités ethniques. Le nouveau gouvernement a entamé un dialogue avec Mme Suu Kyi et s'est déjà dit prêt à travailler avec la LND si elle s'enregistrait à nouveau.

Elle a notamment effectué en août son premier déplacement politique hors de Rangoun, accueillie par des milliers d'admirateurs, et s'est entretenue quelques jours plus tard avec le président Thein Sein.

Birmanie: maltraitance sur des prisonniers politiques malgré quelques signes d'ouverture

Des prisonnières birmanes sont libérées à Rangoun, le 12 Octobre 2011

Reuters – 5 Novembre 2011

En Birmanie, les signes d'ouverture se multiplient depuis la mise en place d'un gouvernement civil il y a un an. Mais il reste encore beaucoup à faire: ce vendredi 4 novembre, Amnesty international souligne le triste sort de quinze prisonniers politiques en grève de la faim depuis dix jours. Car pour les punir de ce mouvement, on leur interdit de boire.

Amnesty international s'inquiète de la santé d'une quinzaine de détenus birmans ayant entamé une grève de la faim, le 26 octobre 2011, au sein de la prison d'Insein à Rangoun. Ces prisonniers politiques veulent exprimer leur colère contre l'injustice qui, selon eux, leur est faite: ils se voient en effet régulièrement privés des réductions de peine que l'on accorde aux détenus de droit commun.

Aujourd'hui, en guise de punition, les autorités de la prison empêchent ces prisonniers de boire. Dans son communiqué, Amnesty International estime que «*priver les détenus d'eau potable*» risque d'engager la «*responsabilité des autorités pour leur mort rapide par déshydratation*». L'organisation note par ailleurs que huit de ces grévistes sont enfermés dans des cellules privées d'ouverture extérieure, sans lit ni matelas, ni aération digne de ce nom. L'ONU et les Etats-Unis ont pourtant salué les récents signes d'évolution du nouveau régime civil birman, au pouvoir depuis mars 2011. Celui-ci, lors d'une importante amnistie, a libéré de nombreux prisonniers politiques en octobre dernier.

- - **En Birmanie et à l'étranger, la crédibilité du nouveau régime en question**
- **L'Union européenne assouplit les sanctions visant la junte militaire birmane**

En Birmanie et à l'étranger, la crédibilité du nouveau régime en question

AFP – 31 mars 2011

RANGOUN — La transition politique en Birmanie suscitait jeudi un mélange de scepticisme et d'espoir prudent, dans un pays habitué à une succession de régimes militaires depuis 50 ans et convaincu encore une fois que les uniformes ont plus changé que les dirigeants eux-mêmes. Alors que Washington affichait sa "préoccupation" et que l'ONU demandait au nouveau régime de "démontrer" la pureté de ses intentions, les Birmans s'arrachaient les journaux et découvraient un gouvernement dominé par des militaires en retraite, avec une forte présence de l'équipe sortante.

Les gens "ne pensent pas qu'il y aura des changements dans le pays car ils ont simplement changé d'uniformes", a résumé à l'AFP un chef d'entreprise. "Nous avons beaucoup d'attentes, mais peu d'espoirs". Le Conseil d'Etat pour la Paix et le Développement (SPDC), qui présidait aux destinées du pays, a été officiellement dissous mercredi. Et son chef, le redouté généralissime Than Shwe, au pouvoir depuis 1992, a renoncé à son titre de chef des armées tandis que le président Thein Sein prêtait serment. Le rôle du dictateur sortant demeure des plus flous.

Mais la Ligue nationale pour la démocratie (LND, dissoute) de l'opposante Aung San Suu Kyi, complètement marginalisée depuis qu'elle a boycotté les élections de novembre, a "pris acte de la formation du nouveau gouvernement" et exprimé le vœu "d'entamer un dialogue".

La Force démocratique nationale (NDF), fondée par des dissidents de la LND opposés au boycott, a pour sa part qualifié de "très significatif" le premier discours de Thein Sein, axé notamment sur la santé et l'éducation. "Nous pouvons voir son désir de réformes mais nous devons attendre de savoir si elles vont se matérialiser", a estimé Khin Maung Swe, patron de la NDF. L'accomplissement des réformes

institutionnelles, issues de la Constitution de 2008, a accentué les divisions au sein de l'opposition entre les tenants de la confrontation systématique et ceux qui veulent composer avec l'armée, accepter ses règles et progresser au sein du système.

"Il faut s'abstenir de toute pensée rationnelle et de toute connaissance empirique pour ressentir le moindre optimisme", a persiflé Maung Zarni, expert birman de la London Schools of Economics en dénôçant des "changements cosmétiques". Mais d'autres analystes assurent qu'au totalitarisme de Than Shwe succèdera un régime autoritaire composé de plusieurs personnalités qui se contrôleront mutuellement. De quoi rendre possible une évolution, certes lente mais en rupture avec l'immobilisme des 20 dernières années. "J'ai parlé avec mes amis et beaucoup de responsables du gouvernement espèrent des changements", a admis, sous couvert de l'anonymat, un haut-fonctionnaire.

En Occident, l'expérience des revers précédents semblait elle aussi dicter la prudence. Les Etats-Unis, déçus par le dialogue avec la junte qu'ils ont initié fin 2009, se sont déclarés "préoccupés par le climat d'oppression politique". "Les autorités birmanes ont maintenant l'opportunité et, véritablement, une obligation à l'égard de leur peuple de démontrer que ce changement est réel et qu'il représente le début de l'abandon de presque cinquante ans de gouvernement militaire", a de son côté réclamé le chef des Nations unies, Ban Ki-moon. Seule la Chine, alliée de tous les instants, a félicité la Birmanie "pour ses efforts de promotion de la démocratie", et enjoint la communauté internationale de "créer un environnement solide" pour la croissance économique. Un appel explicite à lever les sanctions occidentales contre une junte qui, sur le papier au moins, a cédé le pouvoir.

L'Union européenne assouplit les sanctions visant la junte militaire birmane

RFI - 13/04/11

L'Union européenne a décidé d'alléger les sanctions contre la Birmanie. Les ministres des Affaires étrangères des « 27 », réunis à Luxembourg, ont suspendu les gels d'avoirs et de visa pour un tiers des membres du gouvernement de Naypyidaw, dont le chef de la diplomatie birmane. Les Européens ont prolongé pour une année supplémentaire des gels d'avoirs et les interdictions de visa d'entrée en Europe, sauf pour les membres civils du gouvernement au pouvoir - un tiers environ du gouvernement, dont le ministre des Affaires étrangères, U Wunna Maung Lwin.

Par ailleurs, les pays européens ont décidé de recommencer à effectuer des visites de haut niveau en Birmanie - rebaptisée « Myanmar » par la junte au pouvoir - tout en soulignant qu'ils veulent avoir accès aux responsables politiques du gouvernement, mais aussi aux représentants les plus importants de l'opposition.

L'UE renouvelle depuis 1996 une position commune interdisant la vente d'armes et toute coopération de défense, interdisant l'entrée et gelant les avoirs sur le territoire européen des membres de la junte et de leur famille. La diplomatie européenne a également établi une liste d'entreprises birmanes liées au régime, dans lesquelles l'investissement est prohibé.

Malgré les sanctions, renforcées après la répression des manifestations de 2007, par l'adoption d'un embargo sur les importations de certaines matières premières, la coopération en matière humanitaire reste autorisée. L'UE est même le premier bailleur de fonds de la Birmanie et intervient en particulier dans les domaines de l'éducation et de la santé. Le montant de l'aide européenne à la Birmanie s'est élevé à 32 millions d'euros pour la période 2007-2010.

Le débat sur la pertinence des sanctions internationales - européennes et américaines - a été relancé fin 2010, après la libération d'Aung San Suu Kyi, qui incarne l'aspiration à la démocratie en Birmanie. La « Dame » de Rangoon, Prix Nobel de la paix en 1991, a vécu la majorité de ses 20 dernières années en résidence surveillée. Récemment, plusieurs diplomates de l'Union européenne ont débattu de l'éventuelle levée de sanctions contre la junte, avec Aung San Suu Kyi et les représentants d'autres partis de l'opposition. La célèbre opposante a réclamé le maintien des mesures internationales, imposées pour punir les violations des droits de l'homme. Les partisans des sanctions affirment qu'elles constituent la seule façon de faire pression sur le pouvoir birman.

Les récents changements politiques ont été accueillis avec beaucoup de scepticisme par la communauté internationale et par les opposants birmans en exil. Ils considèrent qu'en réalité l'armée a conservé le

contrôle du pouvoir, même s'ils admettent l'idée que certaines réformes sont possibles. Après les élections de novembre 2010, le numéro un du régime birman, le généralissime Than Shwe, a pris sa retraite de l'armée fin mars 2011. Il était au pouvoir depuis 1992. L'ancien général Thein Sein, Premier ministre sortant, a été nommé président, en vertu d'une nouvelle Constitution.

Le Conseil d'Etat pour la paix et le développement (SPDC), qui présidait aux destinées du pays, et était dirigé par Than Shwe, a été dissous cinq mois après les élections législatives. Than Shwe n'entend pourtant pas disparaître de la scène politique du pays ; il a annoncé qu'il reste disponible pour donner des conseils au gouvernement. L'opposition birmane en exil a évoqué la création d'un Conseil suprême de l'Etat, qui n'est pas prévu par la Constitution. Cet organe rassemblerait tous les cadres de la junte sortante. Néanmoins, le Parlement national et les pouvoirs régionaux sont verrouillés par le Parti de la solidarité et du développement de l'Union (USDP, créé par la dictature militaire) et par les militaires d'active ; ils détiennent un quart des sièges dans chaque assemblée. Tous les postes importants, au sein des pouvoirs exécutif et législatif, à la direction de l'USDP et dans l'armée, sont occupés par des fidèles de la junte sortante. L'opposition n'a quasiment aucun rôle dans la nouvelle organisation institutionnelle.
